

AVEC LE PRÉSIDENT

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le 16 Mars prochain, vous serez appelés à élire les Députés qui vous représenteront à l'Assemblée Nationale. L'enjeu est si considérable qu'il importe que vous soyez informés de l'action conduite par le Gouvernement depuis cinq ans.

AU PLAN NATIONAL

L'inflation est en très net recul. La croissance économique se poursuit régulièrement. L'investissement industriel, de l'avis même des chefs d'entreprise, connaît une forte reprise.

Le chômage a commencé de diminuer en 1985. Le pouvoir d'achat a repris sa progression. L'épargne des ménages est mieux rémunérée. Et la Sécurité sociale est en excédent, depuis trois ans.

Ce redressement il faut le poursuivre. Il doit s'accompagner d'un véritable dialogue social, pour que notre pays soit toujours plus uni et plus solidaire.

Chacun connaît les principales réformes sociales qui ont été adoptées : les 39 heures, la cinquième semaine de congés, la retraite à 60 ans. Chacun sait que le SMIC a été sensiblement augmenté. Chacun voit que nous aidons les familles et les personnes âgées à vivre mieux par une très importante revalorisation des allocations familiales et du minimum vieillesse.

Ces acquis, il faut les préserver.

De même, cette majorité a aussi apporté des libertés nouvelles. Les droits des femmes enfin reconnus, pour qu'elles aient toutes leur place dans la société et la vie professionnelle. La décentralisation, qui donne des pouvoirs accrus aux départements et aux régions. La suppression des juridictions d'exception. La liberté

LISTE POUR UNE MAJORITÉ DE PROGRÈS

MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE PARTI SOCIALISTE

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

d'expression pour les radios libres, hier interdites et qui sont aujourd'hui au nombre de mille quatre cents. La garantie du pluralisme et de la transparence pour la presse écrite.

Ces libertés, il faut les sauvegarder.

Cette action a été conduite dans la stabilité. Sous l'autorité du Président de la République. Et par un pouvoir gouvernemental fort de l'appui d'une majorité cohérente et fidèle.

Cette stabilité, il faut la conserver.

Et si la situation de l'emploi demeure préoccupante, en particulier pour la jeunesse, l'assainissement économique crée désormais les conditions d'une amélioration de ce qui constitue un problème douloureux.

S'AGISSANT DE LA CORSE

Nous avons dit par ailleurs les progrès réalisés. Aujourd'hui les réformes institutionnelles concer-

nant notre île sont acceptées par tous.

L'amélioration générale du climat insulaire n'est plus contestée par quiconque. Les instruments du développement mis à notre disposition et les moyens financiers qu'il nous appartient d'utiliser au mieux pour le développement de la Corse, sont d'une importance telle que, désormais, tous propos tendant à invoquer en permanence la responsabilité de l'Etat et du Gouvernement ne sauraient être qu'alibis et masquent l'incapacité de ceux qui nous livrent de tels arguments.

Dès lors, le choix du 16 mars est clair. Et déterminant. D'un côté un gouvernement socialiste et radical, qui conduit une politique de modernisation économi-

que et de justice sociale. De l'autre, une opposition de plus en plus conservatrice, qui se distingue de moins en moins nettement de l'extrême droite et qui risque de s'allier à elle.

· · ·

Tous ceux qui demeurent attachés aux valeurs républicaines de liberté et de tolérance, de dialogue et de solidarité voient bien l'importance décisive de ce choix.

Ou bien poursuivre l'œuvre entreprise, dans la continuité tranquille, sous l'autorité du Président de la République, permettre à la France de continuer d'avancer dans la voie du progrès économique et social. Ou bien rebrousser chemin, retourner en arrière, vers les hommes et les solutions du passé.

Donnez-nous les moyens de poursuivre notre tâche. De poursuivre l'œuvre de redressement et de solidarité qui a été entreprise. En élisant à l'Assemblée Nationale des députés déterminés à la soutenir.

Pour tous ceux, dont je suis, qui depuis quinze ans se sont toujours retrouvés au moment des choix décisifs dans le même camp du progrès et de la justice, la réponse doit être massive.

Dans notre Département, les rapports de force étant ce qu'ils sont, Jean Paul de ROCCA SERRA peut être considéré d'ores et déjà élu par l'application de la représentation proportionnelle. La Corse du Sud ayant deux députés à élire, le deuxième siège sera selon vos suffrages attribué à José ROSSI ou à MOI-MEME.

Vous jugerez le 16 mars lequel des deux candidats, par la rectitude de ses comportements passés, par la permanence de ses engagements, la rigueur de ses analyses, est le plus qualifié pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

EN VÉRITÉ, LE CHOIX EST SIMPLE. IL EST CELUI D'UN SECOND TOUR A L'OCCASION DUQUEL ON ÉLIMINE. LE PEN L'A BIEN COMPRIS QUI A RETIRÉ, CAS UNIQUE EN FRANCE, SON CANDIDAT EN CORSE DU SUD!

L'ensemble de la Gauche et tous ceux qui ne souhaitent en aucun cas une **restauration** – qui serait dans tous les domaines préjudiciables à notre communauté – se doivent de répondre à notre appel de la manière la plus efficace.

La Société Corse, aujourd'hui malade, destabilisée par vingt ans d'irresponsabilité et de comportements pervers de l'opposition, aura demain encore besoin de tous ses enfants.

La Gauche, avec tous ceux qui s'identifient à l'action du Président de la République doit demain encore continuer d'assurer dans notre région une fonction d'équilibre, de réalisme et de rigueur.

IL DÉPEND DE VOUS DE NOUS DONNER LES MOYENS DE LE FAIRE LE 16 MARS PROCHAIN EN NOUS APPORTANT VOTRE APPUI MASSIVEMENT.

VOTEZ LA LISTE POUR UNE MAJORITÉ DE PROGRÈS AVEC LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE PARTI SOCIALISTE

NICOLAS ALFONSI

n. Mir